

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 27/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GLOBAL SWITCH (PARIS)**

7 RUE PETIT  
92110 Clichy

Dossier 31764  
Code AIOT : 0007404411

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement GLOBAL SWITCH (PARIS) implanté 7 RUE PETIT 92110 Clichy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

En effet, la DRIEAT Ile-de-France a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « équipements sous pression (ESP) ».

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression dans les ICPE et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression (ESP) et des récipients à pression simple.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site, exigée à

l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site quelques équipements.

La visite a comporté notamment une inspection visuelle des équipements de type bouteilles d'extinction INERGEN (3 locaux avec bouteilles INERGEN) et une armoire de climatisation, ainsi qu'une inspection documentaire en salle.

Par ailleurs, l'inspection des IC a tenu compte lors de la préparation de la visite du précédent rapport de contrôle de l'UD 75 en date du 31/01/2020 qui avait déjà fait état de 3 non Conformités. Ce rapport de l'UD 75 a été transmis à l'exploitant pour rappel lors de la visite.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GLOBAL SWITCH (PARIS)
- 7 RUE PETIT 92110 Clichy
- Code AIOT : 0007404411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les ICPE de l'établissement GLOBAL SWITCH ont été autorisées par arrêté préfectoral du 14/03/2001 au titre des rubriques suivantes :

Installation de combustion :

- Rubrique 2910/A 1° - Autorisation (puissance autorisée initiale de 42,5MW) ;

Groupes frigorifiques :

- Rubrique 2920/a - Autorisation

Cuves de FOD :

- Rubrique 1432/2° - Déclaration (7 cuves "aériennes/en soute" au niveau -2 soit 6 cuves de 30m3 et une cuve de 20m3).

Les installations sont désormais classées sous les rubriques et réglementées par un arrêté préfectoral n°2009-135 du 05/10/2009 de la manière suivante :

- Rubrique 1185-2a-DC

**L'établissement GLOBAL SWITCH compte au moins 15 groupes frigorifiques et 300 armoires de climatisation relevant de la réglementation ESP. Ces installations sont décrites dans le rapport ci-dessous.**

- Rubrique 4734/1°c-DC

- Rubrique 2910-A1 (A)

- Rubrique 3110 (A) ou IED

- Rubrique 2921a (E)

-Directive IED :

17 groupes électrogènes pour une puissance thermique nominale de 112 MW sont en fonctionnement et soumis à la rubrique 3110 "Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50MW" (et donc soumis aux dispositions réglementaires découlant de la directive IED).

**Au moins 4 réservoirs sont utilisés pour armer 4 groupes électrogènes et relèvent de la réglementation ESP : les réservoirs W 3321, W 3319, W 3322, W 3324 (d'après un rapport de l'UD 75 suite à une visite du 31/01/2020).**

Ateliers de charge de batteries :

Un PAC déposé le 05/11/2023 est en cours d'instruction et fait état d'une puissance de 6 400kW pour les batteries plomb (R 2925-1) et 20 800 kW pour la rubrique R 2925-2°-DC.

**Les bouteilles d'extinction au gaz inerte INERGEN destinées à couvrir les locaux de batteries au plomb en cas d'incendie relèvent également de la réglementation ESP et sont visées dans le rapport ci-dessous.**

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 4
- Équipement sous pression

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et de la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 557-53 à L. 557-58 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pas d'autre observation hors point de contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Demande de justificatif à l'exploitant, Amende, Astreinte, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
6	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### PAS DE LISTE A JOUR DES ESP

L'exploitant ne dispose pas d'une liste à jour de ses Équipements Sous Pression (ESP) sachant que l'UD 75 a déjà procédé à une inspection le 31/01/2020 et fait le constat suivant en NC n°02 : " [...] *Enfin, le référencement des équipements soumis au suivi des armoires à climatisation n'ayant pas été réalisé par l'exploitant, par effet domino, les contrôles périodiques réglementaires de ces équipements n'ont pas été réalisés [...]*".

**En conséquence, l'exploitant doit donc tenir UNE LISTE A JOUR ET COMPLÈTE de ses équipements sous pressions dont la totalité des armoires de climatisation afin de lever cette non-conformité notable.**

### PAS DE COPIE DE LA DERNIÈRE INSPECTION PERIODIQUE LORS DE LA VISITE DU 30/06/2025

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas fourni de copie d'une **dernière inspection périodique ESP** lors de la visite du 30/06/2025, en particulier pour le groupe froid CARRIER de 98 kg de R 134 A mis en service en 2000 (bâtiment PARIS OUEST), et les 8 autres groupes froids mis en service en 2011 (bâtiment PARIS OUEST) ou encore des armoires de climatisation de tout l'établissement.

**Il s'agit d'une autre non conformité toujours en vigueur en 2025 (soit une non-conformité notable) et que l'exploitant doit lever.**

### PAS DE COPIE DE LA DERNIÈRE REQUALIFICATION PERIODIQUE LORS DE LA VISITE DU 30/06/2025

L'exploitant a fourni un tableau de ses équipements avec les échéances prévisionnelles pour les contrôles réglementaires. Néanmoins, il n'a fourni aucun **compte-rendu de requalification périodique** lors de la visite du 30/06/2025, avec le régime de surveillance et un plan d'inspection en particulier pour :

- le groupe froid de 98kg de R 134 A mis en service en 2000 situé dans le bâtiment PARIS OUEST, ainsi que pour les 8 autres groupes froids mis en service en 2011 (par ailleurs, l'exploitant n'a pas présenté de plan d'inspection approuvé par un Organisme Habilité/OH par ex) comme requis en application du CTP Groupe Froid ;
- les réservoirs pour armer les 4 groupes électrogènes W 3321, W 3319, W 3322, W 3324 mis en service depuis l'année 2000 ;

**Le tableau fourni par l'exploitant est donc insuffisant en particulier pour les réservoirs pour armer les 4 groupes électrogènes W 3321, W 3319, W 3322, W 3324 mis en service en 2000, et qui auraient fait l'objet d'une requalification périodique en 2010 (non communiquée lors de la visite) mais sans requalification depuis cette date. Il s'agit d'une non-conformité notable que l'exploitant doit lever.**

### PAS DE LISTE DES BOUTEILLES D'EXTINCTION INERGEN AVEC NUMERO DE FABRICATION OU IDENTIFICATION

L'inspection des IC a fait le constat que la Non Conformité n°01 relevée par l'UD 75 le 31/01/2020 est toujours applicable.

En effet, cette non-conformité était libellée de la façon suivante : "[...] *la liste des bouteilles d'extinction ne permet pas l'identification des bouteilles, car les numéros de fabrication ou d'identification exploitant ne sont pas indiqués [...]*".

L'exploitant ne disposait pas de cette liste lors de la visite du 30/06/2025. Il s'agit d'une non-conformité que l'exploitant doit lever.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.  <b>Constats en 2020</b> (Cf. rapport de l'UD 75 du 31/01/20) : <u>Non Conformité n°1</u> <i>« [...] L'examen des listes des équipements présentés par l'exploitant en application de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 a permis de constater que celles-ci ne sont pas complètes. En effet, la <u>liste des bouteilles d'extinction</u> ne permet pas l'identification des bouteilles, car les numéros de fabrication ou d'identification exploitant ne sont pas indiqués ».</i> <i>Par ailleurs, la liste relative aux 8 groupes froids ne recense pas les différents équipements soumis au suivi en service (condenseur, évaporateur, échangeur, compresseur).</i> <i>De la même manière, les équipements soumis au suivi en service contenus dans les armoires de climatisation n'ont pas été listés [...] ».</i> Pour rappel, l'examen du suivi des équipements sous pression est visé par les articles L 557-28 du Code de l'environnement ainsi que les articles 15 et 18 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. La lettre de suite demandait la liste des récipients complète prenant en compte l'inventaire des équipements sous pression soumis au suivi en service contenus dans les groupes froids ainsi que les armoires de climatisation.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose toujours pas d'une LISTE A JOUR <u>COMPLÈTE</u> de ses Équipements Sous Pression. En effet, lors de la visite, l'exploitant a présenté une liste, suite à la communication de l'Ordre du Jour de la visite, mais : <ul style="list-style-type: none"><li>- sans la totalité des bouteilles d'extinction d'INERGEN au nombre de 400 ;</li><li>- sans les armoires de climatisation (au moins 300 armoires non répertoriées).</li></ul> En outre, l'UD 75 avait fait le constat suivant le 31/01/2020 en NC n°02 : " [...] Enfin, le référencement des équipements soumis au suivi des armoires de climatisation n'ayant pas été réalisé par l'exploitant, par effet domino, les contrôles périodiques réglementaires de ces équipements n'ont pas été réalisés [...]".

<u>En conséquence, l'exploitant doit donc consolider et tenir UNE LISTE A JOUR de ces équipements sous pression dont la totalité des bouteilles d'extinction et des armoires de climatisation afin de lever cette non conformité.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</li> <li>- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</li> </ul> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p><b>Constats en 2020</b> (Cf. rapport de l'UD 75 du 31/01/20) :</p> <p><u>Non conformité n°02</u></p> <p>« [...] Les groupes froids mis en service en 2011 n'ont pas fait l'objet de contrôle périodique. Ces équipements peuvent être suivis selon le cahier technique professionnel (Fluide frigo) permettant une exemption de visite intérieure et d'épreuve hydraulique, sous réserve d'avoir réalisé une visite initiale. Cette dernière est en cours de programmation [...] ».</p> <p>« [...] le référencement des équipements soumis au suivi en service des armoires de climatisation n'ayant pas été réalisé par l'exploitant, par effet domino, les contrôles périodiques réglementaires de ces équipements n'ont pas été réalisés [...] » ;</p> <p>La lettre de suite demandait la justification de la réalisation ou de la programmation des visites initiales permettant de bénéficier des aménagements du CTP « Fluide frigo » pour les équipements sous pression concernés.</p>

**Constats :**

L'inspection des IC a fait le constat que l'exploitant dispose :

- de 6 groupes froids mis en service en 2021 pour le bâtiment PARIS EST (la prochaine inspection périodique ESP est prévue avec un délai de 4 ans soit fin 2025 au plus tard) ;
- de 9 groupes froids dont 8 mis en service en 2011 et 1 mis en service en 2000 (groupe froid CARRIER 09RX2100FA-205V-FF) dans le bâtiment PARIS OUEST avec une dernière inspection périodique le 18/07/2024 pour ces 9 groupes froids.

Cependant, l'exploitant n'a pas fourni de copie d'une dernière inspection périodique ESP lors de la visite du 30/06/2025, en particulier pour le groupe froid mis en service en 2000.

Il s'agit d'une autre non conformité toujours en vigueur en 2025 que l'exploitant doit lever.

- pour les armoires de climatisation : les conclusions du rapport de l'UD 75 suite à la visite du 31/01/2020 constatant l'absence de réalisation des contrôles périodiques réglementaires de ces équipements est toujours en vigueur.

Il s'agit d'une autre non conformité toujours en vigueur en 2025 que l'exploitant doit lever.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.



Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a fourni aucun compte rendu d'inspection périodique lors de la visite du 30/06/2025, tant pour les armoires de climatisation que pour les 8 groupes froids et le 9ème groupe froid mis en service en 2000 dans le bâtiment PARIS OUEST.</p> <p>Il s'agit d'une non conformité notable que l'exploitant doit lever.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques</p>

ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fourni, lors de l'inspection du 30/06/2025, de compte rendu de requalification périodique. Toutefois, l'exploitant a transmis un tableau avec des échéances de RP. <u>Ce tableau fourni ne faisant pas foi, c'est une non conformité notable que l'exploitant doit lever.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Amende, Astreinte, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit : -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a fourni aucun compte-rendu de requalification périodique lors de la visite du 30/06/2025, en particulier pour :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le groupe froid de 98kg de R 134 A (groupe froid CARRIER 09RX2100FA-205V-FF) mis en service en 2000 et situé dans le bâtiment PARIS OUEST, ainsi que pour les 8 autres groupes froids mis en service en 2011 ;</li> <li>- les réservoirs pour armer les 4 groupes électrogènes W 3321, W 3319, W 3322, W 3324 mis en service depuis l'année 2000.</li> </ul> <p>Il s'agit d'une non conformité notable que l'exploitant doit lever.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Contrôle de l'état de l'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p> <p><b>Constats en 2020</b> (Cf. rapport de l'UD 75 du 31/01/20) :  L'inspection des IC a fait le constat que la Non Conformité n°01 relevée par l'UD 75 le 31/01/2020 est toujours applicable.  En effet, cette non-conformité était libellée de la façon suivante :  <i>"(...) la liste des bouteilles d'extinction ne permet pas l'identification des bouteilles, car les numéros de fabrication ou d'identification exploitant ne sont pas indiqués (...) "</i></p> <p>Or les bouteilles d'extinction INERGERN sont parfois rangées en racks successifs et les numéros de fabrication ou d'identification des bouteilles de seconde et 3ème rangées (2 ou 3ème lignes) sont peu visibles.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'inspection n'a pas pu faire le contrôle visuel des équipements de manière précise car les équipements ne peuvent pas être identifiés, leur marquage n'étant pas accessible.  L'exploitant devra permettre l'accès aux plaques signalétiques des équipements.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois